

# **La Journée internationale des forêts de l'ONU 2015 et son thème : 'Forêts, climat, changement'**



## **Quel changement ?**



**Mouvement mondial pour les forêts tropicales**

**La Journée internationale des forêts de l'ONU 2015 et son thème :  
« Forêts, climat, changement »**

*Quel changement ?*



## Introduction

Les forêts revêtent une importance vitale pour les peuples parce qu'ils en dépendent non seulement pour leur nourriture mais aussi pour leur vie spirituelle. Comme l'affirme un leader indigène de la région amazonienne d'Amérique latine : « *Nous avons beaucoup de coutumes, beaucoup de croyances et de nombreuses traditions qui ont des liens directs avec les forêts, l'air, l'eau, la terre et le soleil, en une même association cosmologique spirituelle, très profonde et respectueuse* ». <sup>1</sup>

Or, depuis des années de nombreuses communautés du monde entier vivent la tragédie de la destruction des forêts. Une femme d'une zone d'Afrique où la forêt risque d'être détruite par des plantations industrielles de palmier à huile se lamente : « *Nos enfants ne sauront rien des forêts. Nous allons perdre les médicaments que nous en tirons. Nous serons plus vulnérables aux orages. Nous n'aurons plus de place pour cultiver nos aliments* ». <sup>2</sup> La substitution de la forêt par des plantations industrielles entraîne de fortes pertes, et souvent même la famine, pour la communauté. Un paysan d'Asie raconte : « *Avant la plantation [industrielle], avec 100 hectares de cultures et de forêt on nourrissait des centaines de familles ; à présent, on donne des milliers d'hectares à une seule entreprise qui ne nourrit même pas une seule famille* ». <sup>3</sup>

Cette constatation faite, que dit l'ONU à l'occasion du 21 mars 2015, que cet organisme a proclamé **Journée internationale des forêts** ? L'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), se charge de la promotion de la journée.

D'après la page de la FAO sur l'internet, cette année le thème de la Journée internationale est « *Forêts, climat, changement* ». Une vidéo d'une minute à peine fait partie du matériel de divulgation. Nous imaginions que cette vidéo commencerait par les forêts, mais ce n'est pas ainsi. Elle commence par le climat. Plusieurs personnalités y annoncent que la crise climatique est le grand problème de notre temps. Le secrétaire générale de l'ONU, Ban Ki-Moon, affirme : « *Le changement climatique est devenu la question déterminante de notre ère* ». Après ces annonces seulement, la vidéo commence à parler des forêts, mais en soulignant d'abord que leur destruction contribue au phénomène de la crise climatique : « *Plus de 500 millions d'hectares de forêts ont brûlé au cours de la dernière décennie* ». Ensuite, la vidéo souligne la capacité des forêts de piéger et de stocker le carbone, mettant ainsi en relief le rôle qu'elles jouent dans l'atténuation de la crise climatique. La « *gestion forestière durable* » pour l'extraction de bois est présentée comme une activité économique favorable au climat : « *Lorsque le bois est utilisé, le carbone reste séquestré à l'intérieur [du bois]* », et cette phrase est suivie de l'exclamation « *Durable !* ». La vidéo se termine par le message : « *Les forêts gérées durablement sont à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique* ». <sup>4</sup>

Ce message de l'ONU peut paraître un peu confus. Pourquoi cette insistance à ne voir les forêts que comme un lieu de « *stockage* » de carbone, en laissant de côté leurs autres fonctions et leur importance fondamentale pour les communautés qui en dépendent ? Pourquoi l'ONU passe-t-elle sous silence la cause principale de la crise climatique, à savoir l'émission continuelle et toujours croissante de CO<sub>2</sub> due à la combustion de combustibles fossiles ? Qu'y a-t-il derrière la solution que la FAO suggère pour éviter le déboisement, la « *gestion durable des forêts* » ? Elle associe la capacité de stockage de carbone à l'utilisation économique du bois, quand elle affirme que « *quand le bois est utilisé, le carbone reste séquestré à l'intérieur* » ? D'autre part, le fait d'appeler « *forêt durable* » une zone où l'on pratique l'extraction de bois n'équivaut-il pas à ignorer les impacts de cette extraction sur les milliers de réseaux de vie présents dans les forêts et qui dépendent les uns des autres, impacts qui portent atteinte à « *la relation cosmologique*

<sup>1</sup> Déclaration de Ninawá Inu Pareira Nunes, leader indigène des Huni Kui de l'État d'Acre, situé dans le nord du Brésil, dans la région amazonienne.

<sup>2</sup> <http://wrm.org.uy/es/libros-e-informes/uncertain-futures-the-impacts-of-sime-darby-on-communities-in-liberia/>.

<sup>3</sup> <http://wrm.org.uy/fr/bulletins/nro-193/>.

<sup>4</sup> <http://www.fao.org/news/audio-video/detail-video/fr/?uid=11005>.

spirituelle, très profonde et respectueuse » entre la forêt et les peuples qui en dépendent ?

## Un bref compte rendu des prétendues 'solutions' du problème du déboisement depuis Rio 92

Pour commencer à comprendre le message diffusé par la FAO à l'occasion de la Journée internationale des forêts, il convient de revoir quelques-unes des principales idées présentées et analysées au plan international depuis 1992 pour enrayer la crise du déboisement des forêts tropicales : (1) la gestion forestière durable ; (2) le système REDD+<sup>5</sup>, qui implique de quantifier et d'évaluer, du point de vue économique, la capacité des forêts à piéger et à stocker du carbone ; (3) les diverses propositions de 'déboisement zéro' récemment énoncées . Toutes les trois ont été élaborées sans que les peuples et les communautés qui dépendent des forêts puissent y participer ou être écoutés. Les propositions ont été imposées verticalement et, dans la plupart des cas, elles ont causé encore davantage de problèmes aux peuples et communautés où les 'solutions' en question ont été appliquées.

La **gestion forestière durable (GFD)** fut annoncée comme 'solution' au problème du déboisement des forêts tropicales vers la fin des années 1980, et présentée au niveau international lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, Brésil. La GFD promettait « *des bénéfices économiques et sociaux sans compromettre le fonctionnement de l'écosystème des forêts tropicales* ». À cette proposition souscrivent les entreprises forestières, les banques multilatérales comme la Banque mondiale, et les grandes ONG écologistes. Il s'agit d'une réponse aux répercussions négatives de la dévastation des forêts due à l'extraction de bois.

Or, dans la pratique, la coupe sélective d'arbres, baptisée 'durable' dans le système GFD, a permis qu'une activité aussi foncièrement destructrice que l'extraction de bois soit présentée comme positive et puisse se perpétuer, en promettant de maintenir les forêts debout.<sup>6</sup> Il n'est pas étonnant que la promesse de conserver les forêts n'ait pas été tenue. Bien que les superficies affectées à la GFD aient augmenté dans toutes les régions de forêt tropicale du monde, le déboisement a également augmenté. Dans la République Démocratique du Congo (RDC), par exemple, les taux de déboisement les plus élevés ont été constatés parmi les entreprises qui ont le plus pratiqué la GFD. Des systèmes de certification forestière, comme celui du Forest Stewardship Council (FSC), ont mis encore plus en valeur l'importance économique de la GFD.

Au Brésil, et en particulier dans les États amazoniens comme Acre, l'idée des 'forêts debout' est devenue le modèle à suivre, mais cela ne veut pas dire que le déboisement se soit arrêté, loin de là. Avec le soutien de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), la gestion durable des forêts et même la 'GDF communautaire', basées sur l'extraction de bois, sont fortement recommandées. Au cours de discussions avec des communautés de récolteurs de latex de l'État d'Acre, qui ont été encouragés à adhérer à la GDF et à extraire du bois de prix à l'échelle commerciale, il est devenu évident que cette activité, d'après ces récolteurs, grands connaisseurs des forêts,

---

<sup>5</sup> REDD est le sigle de 'Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts. Le système fut présenté en 2005 pendant une des conférences annuelles de l'ONU sur le climat. REDD+ fut lancé en 2009 ; il élargit le système REDD en y incluant la 'conservation des stocks de carbone des forêts', la 'gestion durable des forêts' et 'l'augmentation des stocks de carbone des forêts'. Cela veut dire que n'importe quelle surface boisée sur laquelle on propose de maintenir les arbres debout, même si l'intention est d'en extraire le bois de façon 'durable', peut recevoir un projet REDD+, ou qu'un projet de 'restauration' d'une zone plantée d'eucalyptus, même transgéniques, pourrait recevoir un projet REDD+. La même chose serait possible dans les parcs naturels ou zones de conservation où les peuples locaux sont considérés comme responsables du déboisement.

<sup>6</sup> <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/le-pillage-des-forets-le-discours-sur-la-durabilite-cache-la-destruction-causee-par-l'exploitation-forestiere/>.

finit aussi par détruire les forêts. La seule différence est que la destruction est plus graduelle, sans aucun bénéfice important pour les communautés. Ce sont les entreprises forestières et les sociétés conseil concernées qui en profitent vraiment.<sup>7</sup>

Depuis le début de la décennie passée, la question des forêts tropicales et du déboisement a perdu de l'importance dans l'ordre du jour international. Ceci a changé en 2005 avec le lancement de la proposition **REDD** à l'occasion d'une des conférences sur le climat. Tout comme la GFD, le système s'accompagnait de la promesse de bénéfices pour les communautés qui conserveraient les forêts. Pourtant, ni REDD ni la version ultérieure REDD+ n'ont été une solution et, en revanche, ils ont apporté davantage de problèmes aux communautés. Une publication du WRM de 2015 systématise les expériences de 24 projets REDD+ mis en œuvre ces dernières années dans divers continents, et leurs effets sur les communautés locales.<sup>8</sup> Le rapport montre que ces projets, tout comme les plans nationaux d'encouragement de REDD+, considèrent que la cause principale du déboisement sont les activités des communautés qui vivent dans la forêt et, en particulier, leurs méthodes de production vivrière. Les communautés installées dans les zones affectées aux projets REDD+ commencent aussi à subir des restrictions quant à l'utilisation des forêts ; cela interfère avec leur mode de vie et renforce la vision conservatrice suivant laquelle une forêt bien conservée est une forêt inhabitée. Après 10 années de REDD+ et des plusieurs de milliards de dollars investis, ce système a démontré qu'il n'était pas la solution de la crise climatique et, en plus, il s'est avéré incapable de combattre les véritables causes directes et profondes du déboisement.

### 'Zéro déboisement' : où est l'erreur ?

La troisième option sur laquelle on insiste depuis quelque temps est une proposition qui, à première vue, semble très prometteuse : « **zéro déboisement** ».

Lancée au Brésil en 2007, cette nouvelle idée pour résoudre le problème du déboisement reprenait des 'solutions' antérieures, comme celle de 'maintenir les forêts debout' et d'essayer de vendre des 'services écosystémiques'<sup>9</sup> comme le carbone. Le Brésil est le pays qui possède la plus grande superficie de forêt tropicale du monde ; c'est aussi celui où le taux de déboisement est le plus élevé. À l'initiative d'un groupe de neuf ONG, dont Conservation International (CI), The Nature Conservancy (TNC), Greenpeace et le Fonds mondial pour la nature (WWF), la proposition de réduire le déboisement du Brésil à zéro a été présentée en 2015. Les ONG ont demandé des fonds pour un montant d'un milliard de réaux par an (près de 300 millions de dollars), « *pour compenser financièrement ceux qui encourageraient une réduction réelle du déboisement dans l'Amazonie (...)* ». La présence au moment du lancement du président de la BNDES, Luciano Coutinho, a attiré l'attention. La BNDES est la banque publique brésilienne qui finance une bonne partie des travaux et des entreprises qui contribuent directement au déboisement du pays, comme les grands barrages hydroélectriques, les entreprises minières et les agro-industries du soja et de la viande. Au lieu d'annoncer que ces financements seraient suspendus, ce qui pourrait réduire effectivement le déboisement, le président de la BNDES a dit à cette occasion : « *nous sommes présents pour appuyer fermement un programme qui rende possible la fin du déboisement en Amazonie, avec des fonds susceptibles de contribuer de façon considérable à la mise en œuvre d'activités qui maintiennent les forêts debout* ». Il faisait sans doute allusion aux politiques du gouvernement brésilien et des gouvernements locaux comme celui de l'État d'Acre, destinées à favoriser la 'gestion forestière durable',

<sup>7</sup> <http://wrm.org.uy/fr/files/2014/01/Bulletin197.pdf>.

<sup>8</sup> Disponible en anglais : <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/redd-a-gallery-of-conflicts-contradictions-and-lies-2/>

<sup>9</sup> On appelle 'services écosystémiques' les fonctions de la nature; celles-ci sont artificiellement définies et transformées en unités comparables de 'carbone', 'biodiversité', 'filtrage d'eau', 'pollinisation', etc., après quoi elles sont mesurées et commercialisées sous la forme de 'certificats'. Pour en savoir plus : <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/le-commerce-des-services-ecosystemiques-quand-le-paiement-pour-services-environnementaux-equivaut-a-lautorisation-de-detruire/>

accompagnées de la création de mécanismes d'incitation pour la vente de services écosystémiques, comme REDD+. Il n'est pas étonnant que Greenpeace ait commenté dans une annonce que les mille millions de réaux par an nécessaires au 'déboisement zéro' seraient affectés aussi « (...) au paiement des services écologiques que fournissent les forêts ». <sup>10</sup>

Au cours des années suivantes, inspirées par l'initiative brésilienne et encouragées par les ONG internationales concernées, d'autres initiatives sont apparues de par le monde, avec le même nom mais annoncées cette fois, directement, par de grandes entreprises privées, responsables notoires du déboisement des forêts tropicales. En 2011, l'entreprise planteuse de palmiers africains Golden Agri Resources a déclaré qu'elle n'allait plus détruire des forêts tropicales. Deux années plus tard, le plus grand producteur mondial d'huile de palme, Wilmar, a annoncé une politique 'zéro déboisement'. En 2013, Asian Pulp & Paper (APP), une des principales sociétés de plantation d'arbres à pâte d'Indonésie, a annoncé elle aussi qu'elle abandonnerait la pratique du déboisement chez ses fournisseurs, en plus d'améliorer la communication et de résoudre les conflits avec les communautés tributaires des forêts. <sup>11</sup> APP et APRIL (une autre entreprise de production d'arbres à pâte en Indonésie) ont été accusées du déboisement de près de 2 millions d'hectares, rien que dans la province de Riau, dans l'île de Sumatra. <sup>12</sup> En 2014, des géants de l'agro-industrie comme Bunge et Cargill ont rejoint la liste toujours plus longue des grandes entreprises engagées dans le déboisement zéro.

Les initiatives sont si nombreuses que l'alliance internationale Forest Trends (qui réunit des transnationales, des institutions financières, des gouvernements et des ONG), avec le WWF et d'autres encore, lancera le 25 mars 2015 l'initiative « *Changement de l'approvisionnement* ». Elles affirment que la page web de cette initiative « (...) fournira une information constamment actualisée sur les activités des grandes entreprises concernant le déboisement, par rapport aux promesses qu'elles ont publiées ». <sup>13</sup>

### **La Déclaration de New York sur les forêts : le climat et les forêts mis ensemble**

Une annonce qui a attiré l'attention internationale en septembre 2014 est celle de la Déclaration de New York sur les forêts, présentée pendant le sommet sur le climat de l'ONU. <sup>14</sup> La déclaration annonce l'objectif de « *réduire au moins de moitié le rythme de disparition des forêts naturelles dans le monde d'ici 2020 et s'atteler à arrêter la perte de forêts naturelles d'ici 2030* », et elle a reçu l'adhésion de presque toutes les organisations et entreprises mentionnées plus haut, qui avaient déjà adhéré à la politique 'zéro déboisement'.

Or, bien que la Déclaration parle de l'élimination du déboisement dans les chaînes de production de matières premières et de produits de consommation, elle ne mentionne même pas le problème de fond, à savoir le modèle actuel de production et de consommation. Ce modèle est le moteur d'une demande par laquelle se maintient la consommation excessive et toujours croissante d'une minorité de l'humanité, concentrée dans les grands centres urbains et surtout dans les pays de l'hémisphère Nord. La déclaration ne mentionne pas non plus l'impossibilité d'universaliser ce haut niveau de consommation parce qu'il n'existe pas de 'ressources naturelles' pour le faire. Elle ne parle pas non plus de la manière de réduire effectivement le déboisement si le modèle actuel se maintient et promet de s'approfondir beaucoup plus encore. Le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement), par exemple, prévoit que la consommation mondiale de minerais, de minéraux, de combustibles fossiles et de biomasse (dont une bonne partie

<sup>10</sup> <http://www.greenpeace.org/brasil/pt/Noticias/pacto-nacional-prop-y-metas-an/>.

<sup>11</sup> <http://news.mongabay.com/news-index/zero%20deforestation%20commitments1.html>.

<sup>12</sup> <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/una-panoramica-de-las-plantaciones-industriales-de-arboles-en-paises-del-sur-conflictos-tendencias-y-luchas-de-resistencia/>

<sup>13</sup> <http://www.forest-trends.org/>

<sup>14</sup> [http://www.un-](http://www.un-redd.org/Portals/15/documents/FR%20New%20York%20Declaration%20on%20Forests_FINAL.pdf)

[redd.org/Portals/15/documents/FR%20New%20York%20Declaration%20on%20Forests\\_FINAL.pdf](http://www.un-redd.org/Portals/15/documents/FR%20New%20York%20Declaration%20on%20Forests_FINAL.pdf)

proviendra des régions de forêt tropicale) triplera d'ici 2050 et atteindra 140 milliards de tonnes.<sup>15</sup>

En revanche, la Déclaration de New York dit que « les forêts offrent aujourd'hui l'une des solutions majeures et parmi les plus efficaces d'un point de vue économique contre le changement climatique ». Le document mentionne aussi favorablement plusieurs programmes pour promouvoir le 'service écosystémique' du carbone du bois, ou REDD+, et dit que ces programmes « ont apporté des connaissances et des expériences pour faire avancer les projets REDD+ ».

### Les engagements 'zéro déboisement' ont-ils donné des résultats ?

Une caractéristique commune à tous les engagements pris par les entreprises, les grandes ONG et la Déclaration de New York sur les forêts est qu'il s'agit d'engagements volontaires. Leur mise en œuvre n'étant pas obligatoire, ils n'ont aucun résultat positif à montrer ; en revanche, les plaintes abondent sur les violations environnementales et sociales commises par les entreprises après avoir annoncé leur adhésion. Le cas de Wilmar en Ouganda en est un exemple : l'expansion de ses plantations de palmiers à huile a provoqué l'expulsion des paysans. Après avoir essayé en vain, pendant trois années, de dialoguer avec le gouvernement et l'entreprise, les paysans et paysannes concernés ont décidé, en février 2015, d'intenter un procès contre l'entreprise, en quête de justice.<sup>16</sup> Un autre exemple est le cas de l'APP. Fin février 2015, les forces de sécurité de l'entreprise PT WKS, fournisseuse d'APP, ont assassiné un militant d'une organisation paysanne à Sumatra, Indonésie, dans la province de Jambi, dans le contexte d'une longue histoire de violence contre les communautés qui résistent à la prise de leurs terres par PT WKS.<sup>17</sup> Ces deux cas montrent que, du fait que les entreprises n'ont plus de responsabilité directe dans la production locale, il est très difficile d'obtenir des résultats. Wilmar, par exemple, a 800 fournisseurs qui produisent pour elle de l'huile brute de palme dans divers pays, et surtout en Indonésie.

Pour s'attaquer à ce problème, Wilmar a annoncé, en janvier 2015, l'adoption d'un service de contrôle pour surveiller par des images satellite chacun de ses fournisseurs.<sup>18</sup> Cette surveillance permettra-t-elle d'obtenir des réponses locales rapides, et ces réponses seront-elles capables de freiner la destruction et de restaurer les zones déjà détruites ? Un autre aspect inquiétant de la surveillance, qui touche aussi à la crédibilité des systèmes de certification volontaire comme la RSPO,<sup>19</sup> est la tendance à protéger du déboisement seulement les forêts auxquelles on attribue une 'haute valeur pour la conservation' (HVC). Le problème est que les critères pour estimer la valeur pour la conservation d'une forêt ne coïncident pas forcément avec le point de vue des communautés locales, de sorte que les conclusions sont très différentes au moment de savoir si le déboisement a été réduit à zéro ou non. D'après une leader de la communauté Muara Tae d'Indonésie, dont le territoire a été envahi et partiellement dévasté par une entreprise de palmier à huile, « cette évaluation des HVC n'examine que certaines zones et ne protège que ce qui intéresse [l'entreprise]. Mais pour nous, tout le territoire de Muara Tae est de grande valeur. Les forêts du territoire de Muara Tae ont toutes un grand potentiel. En plus, elles sont vraiment importantes pour la communauté. Le territoire de Muara Tae est la source de sa subsistance quotidienne. Pour l'agriculture, pour le jardinage. Donc, si ce qu'on cherche c'est la valeur, tout Muara Tae est de grande valeur ».<sup>20</sup>

<sup>15</sup> <http://wrm.org.uy/fr/bulletins/nro-188/>

<sup>16</sup> <http://www.foeeurope.org/uganda-palm-oil-court-land-grab-190215>

<sup>17</sup> [www.walhi.or.id](http://www.walhi.or.id)

<sup>18</sup> <http://news.mongabay.com/2015/0122-wilmar-transparency-dashboard.html>

<sup>19</sup> La Table ronde pour l'huile de palme durable (RSPO, d'après l'anglais) est le principal système de certification de plantations de palmier à huile. [www.rspo.org](http://www.rspo.org)

<sup>20</sup> <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/indonesie-comment-la-rspo-a-traite-les-plaintes-presentees-contre-un-de-ses-membres-first-resources/>

Reprenons le cas de Wilmar. Bien que cette entreprise dispose du système le plus sophistiqué pour détecter le déboisement, elle n'a annoncé aucun système pour vérifier en permanence que ses fournisseurs respectent d'autres engagements compris dans sa politique de responsabilité environnementale et sociale. Comment fera-t-elle pour éliminer de sa chaîne de production les conditions de travail dégradantes et les conflits sociaux ?<sup>21</sup> Comment va-t-elle mettre fin aux innombrables conflits fonciers qui existent aujourd'hui entre les entreprises et les communautés, en Indonésie et dans les autres pays où elle opère ?

### **De 'zéro déboisement' à 'zéro déboisement net' : une distinction subtile mais fondamentale**

La Déclaration de New York sur les forêts parle de « réduire au moins de moitié le rythme de disparition des forêts naturelles ». Or, y a-t-il d'autres forêts que les forêts naturelles ?

Pour les communautés qui dépendent des forêts, non. Mais pour l'ONU, les transnationales et les grandes ONG comme WWF, CI et TNC, qui figurent sur la liste des signataires de la Déclaration de New York, ces autres forêts existent : ce sont les plantations industrielles d'eucalyptus, d'acacias, d'hévéas, de pins, qui approvisionnent les industries du papier, des pneus, du bois, etc.<sup>22</sup> Pour les considérer comme des forêts elles utilisent la définition appliquée par la FAO : les forêts sont un ensemble d'arbres, quels qu'en soient le nombre et la variété. De ce fait, la possibilité d'atteindre l'objectif 'zéro déboisement' de la Déclaration devient énorme. Rien qu'entre 2000 et 2010, la superficie de ce que la FAO appelle des 'forêts plantées' a augmenté de 50 millions d'hectares, mais il s'agit surtout de plantations industrielles d'eucalyptus, d'acacias, d'hévéas et de pins à des fins industrielles, et elles ont de graves effets négatifs sur les populations locales. Quand on met l'accent uniquement sur la fonction de 'stockage' de carbone des forêts, les plantations industrielles d'arbres sont perçues et évaluées en fonction de leur capacité de 'compenser' la perte de CO<sub>2</sub> qui se produit quand une forêt est détruite. Certaines entreprises essaient même de promouvoir la plantation d'arbres transgéniques pour atteindre une production encore plus importante.

Les systèmes de 'compensation' des forêts détruites, qui consistent à élargir la superficie des plantations d'arbres ou à conserver d'autres forêts considérées comme 'semblables' ou 'équivalentes' où il n'y aura pas d'activités d'extraction, sont perçus par de nombreuses entreprises et ONG signataires de la Déclaration comme une solution qui leur permet de continuer à déboiser des forêts tropicales et de protéger leurs intérêts. Pour exploiter des mines, extraire du pétrole ou pratiquer l'agriculture industrielle il faut détruire, c'est inévitable. Mais en introduisant l'idée de 'zéro déboisement' on essaie de convaincre tout le monde que cela peut se faire sans provoquer un 'déboisement net', car la conservation d'une zone 'équivalente' ou la monoculture d'eucalyptus ou d'acacias peuvent compenser la destruction. Tout en reconnaissant que le déboisement existe, on essaie de nous convaincre qu'il a été 'effectivement compensé'.

Or, dans les régions où concentrent leurs activités les industries extractives et les agro-industries, comme l'Indonésie, le Brésil, le Pérou et la Colombie, il est même difficile de trouver les superficies nécessaires aux projets de 'compensation' qui permettent d'atteindre l'objectif 'zéro déboisement net'. Connaissant les effets terribles de ce modèle destructeur sur les communautés, les grandes entreprises passent sous silence la quantité de terre qu'il faudrait s'approprier pour effectuer la 'compensation'. L'organisation Fundepublico écrit, par exemple, qu'en Colombie les entreprises « *ne trouvent pas de*

<sup>21</sup> <http://news.mongabay.com/2015/0122-wilmar-transparency-dashboard.html>

<sup>22</sup> Selon la définition de la FAO, les plantations industrielles de palmiers à huile ne sont pas des 'forêts plantées'. Cependant, l'Indonésie, premier producteur de palmier à huile du monde, essaya en 2010 de faire inclure ces plantations dans la définition de forêt de la FAO, afin de pouvoir vendre les crédits carbone qu'elles généreraient.

<http://www.wetlands.org/Portals/0/publications/submission%20or%20policy%20doc/Annex%20on%20the%20Need%20for%20the%20Review%20of%20the%20UNFCCC.pdf>

*terre pour leurs compensations » et que, « dans les cas où elles ont été effectuées, les organismes environnementaux ne connaissent pas leur emplacement exact ». En outre, « on n'a pas encore résolu le problème de faire coïncider la demande de compensations avec l'offre. Et il s'agit d'un problème complexe. Avec plus de 8 millions d'hectares affectés à l'industrie minière, avec plus de 130 entreprises pétrolières et gazières comme Shell, Oxy, Chevron, Exxon Mobil et Petrobras fonctionnant dans le pays dans au moins un million et demi d'hectares, et avec des milliers de kilomètres d'autoroutes en préparation, qui toucheront des points critiques de biodiversité, une des questions fondamentales est de savoir d'où vont sortir les centaines de milliers d'hectares nécessaires pour compenser tout cela ». <sup>23</sup>*

### **En direction de la CdP de Paris : pourquoi ne pas dire non au 'déboisement zéro' ?**

Les plans d'action – volontaires, soit dit en passant – de ceux qui prônent la 'gestion forestière durable', les 'services écosystémiques' comme REDD+ et/ou le 'déboisement zéro' sont tous en syntonie et coïncident avec le thème de la Journée internationale des forêts 2015 de la FAO. Ils ne prévoient d'autre possibilité que le maintien du modèle de production et de consommation destructeur et le renforcement du pouvoir des grandes entreprises, y compris celui des sociétés qui 'certifient' ces activités destructrices et les déclarent 'durables'.

Ces plans ne prévoient pas, par exemple, ce que le réseau Oilwatch propose depuis des années : laisser le pétrole dans le sous-sol. Ils ne prévoient pas non plus de laisser les minéraux dans le sous-sol ; ils ne soulignent pas l'importance de la lutte de La Via Campesina pour défendre la souveraineté alimentaire de chaque pays, pour mettre fin au transport absurde d'énormes quantités de biomasse, d'aliments et de leurs dérivés autour du monde. Ils ne parlent pas de faire cesser l'extraction de bois tropicaux et l'expansion des plantations industrielles de palmiers, de soja, d'eucalyptus, etc. Or, toutes ces idées seraient excellentes pour combattre la crise climatique et aussi le déboisement.

Ce que propose l'ONU par l'intermédiaire de la FAO ne peut aboutir, au cours des prochaines décennies, qu'à une progression encore plus forte des actions et du pouvoir des grandes entreprises privées mais aussi des entreprises d'État qui, appliquant la même logique, portent atteinte aux forêts et aux territoires des communautés du monde entier mais surtout des pays du Sud. Dans cette ruée vers les dernières réserves de terres fertiles, de pétrole et de minerais, des forêts dénommées *hotspots* ou 'de grande valeur pour la conservation' en raison de leur biodiversité, ou bien celles qu'on appelle forêts 'de grande valeur en carbone', seront affectées à la production de nouvelles 'marchandises' grâce aux certificats de 'services écosystémiques'.

Ces zones 'de grande valeur pour la conservation' seront utiles au capitalisme 'vert', du fait qu'elles se font de plus en plus rares. Elles serviront à 'stocker', en plus du carbone, plusieurs autres 'services écosystémiques' qui peuvent être obtenus sous la forme de 'crédits' pour 'compenser' les effets de la destruction provoquée par l'avancée des activités des grandes entreprises.

Un nouvel accord sur le climat devra être atteint cette année à Paris, France. Notre tâche consiste à insister pour que soient finalement attaquées les véritables causes de la crise climatique : le brûlage de combustibles fossiles et tout le système de production et de consommation basé sur lui. Nous ne pouvons pas permettre que cet accord de l'ONU et des gouvernements – ou n'importe quel accord national ou autre – comprenne des solutions fausses où la conservation de zones boisées sera un subterfuge permettant de dire qu'on fait quelque chose pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> dans le monde. Nous ne pouvons pas accepter non plus que l'on continue à détruire les forêts en disant que cette

---

<sup>23</sup> <http://www.wrm.org.uy/html/wp-content/uploads/2014/04/le-commerce-des-services-des-ecosystemes.pdf>.

destruction sera 'compensée' : chaque endroit, avec sa population et sa communauté spécifique, est unique ; il doit être conservé, et sa destruction ne peut pas être compensée.

Plus que jamais, il faut renforcer la campagne « Les plantations ne sont pas des forêts ! ». La FAO ferait mieux de profiter de la Journée internationale des forêts pour annoncer qu'elle va réviser sa définition de forêt en cherchant à lui donner son sens véritable. Elle pourrait lancer un processus dans ce sens, en faisant le nécessaire pour que les communautés et les peuples qui dépendent des forêts puissent y participer de façon réelle et efficace.<sup>24</sup>

La FAO aurait pu également produire et diffuser une autre vidéo d'une minute sur la réalité de l'appropriation et de l'exploitation croissantes des forêts tropicales par les transnationales. Elle pourrait montrer que, pour cette raison, les forêts continueront de disparaître et les peuples qui en dépendent perdront leurs moyens d'existence. Elle pourrait finir cette vidéo en appelant à arrêter le déboisement et en recommandant, par exemple, que l'exploitation minière cesse de se développer et que le pétrole ne soit plus exploité.

Nous devons mettre en lumière les rapports, camouflés dans les engagements de 'zéro déboisement', entre les projets REDD+ et de commercialisation d'autres 'services écosystémiques' d'une part, et l'avancée des industries destructrices comme l'exploitation de pétrole, les plantations industrielles, les mines, les barrages hydroélectriques, etc. Nous vous demandons d'adhérer à la déclaration rédigée à l'occasion de la CdP sur le climat qui s'est tenue à Lima en 2014. Cette déclaration montre et dénonce sans détours les rapports mentionnés et contient un refus catégorique des fausses solutions de compensation. Vous trouverez cette déclaration à l'adresse : <http://wrm.org.uy/fr/actions-et-campagnes/pour-refuser-la-redd-et-les-industries-extractives-pour-sopposer-au-capitalisme-et-defendre-la-vie-et-les-territoires/>.<sup>25</sup>

Nous sommes arrivés à la conclusion que le 'changement' dont parle la FAO dans l'énoncé de son thème pour le 21 mars ne représente aucun changement véritable. Ceci doit être dénoncé. En même temps, les communautés tributaires des forêts et les organisations qui les appuient ont de plus en plus besoin de s'unir pour exiger des mesures qui soient vraiment capables de combattre et de changer le modèle destructeur que l'ONU et les gouvernements, prisonniers des intérêts des transnationales, veulent maintenir et imposer à n'importe quel prix.

WRM, 21 mars 2015

---

<sup>24</sup> Voir la lettre envoyée à la FAO en 2014, à l'occasion de la Journée internationale des forêts : <http://wrm.org.uy/fr/toutes-les-campagnes/lettre-ouverte-a-la-fao-a-loccasion-du-21-mars-2014-jour-international-des-forets/>.

<sup>25</sup> Déclaration « Pour refuser la REDD+ et les industries extractives, pour s'opposer au capitalisme et défendre la vie et les territoires », <http://wrm.org.uy/fr/actions-et-campagnes/pour-refuser-la-redd-et-les-industries-extractives-pour-sopposer-au-capitalisme-et-defendre-la-vie-et-les-territoires/>.

**A propos du WRM.** Le Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) est un organisme international dédié aux problématiques des forêts et des plantations. A travers son travail, le WRM promeut la garantie et le respect des droits des communautés locales sur leurs forêts et leurs territoires. Le WRM est membre actif d'un mouvement international pour le changement social qui vise à assurer la justice sociale, le respect des droits de l'homme et la conservation de l'environnement.

Le bulletin mensuel du WRM publié en anglais, espagnol, français et portugais constitue un outil de diffusion de l'information sur les luttes locales et sur les processus internationaux qui pourraient avoir des répercussions négatives sur les forêts et les communautés locales. Par ailleurs, le site web du WRM dispense aussi une information et une documentation pertinente en anglais, espagnol, français et portugais. D'autre part, le WRM a produit nombre d'écrits et de contenus audiovisuels, disponibles en libre accès sur son site web.

Le contenu de la présente publication peut être reproduit en tout ou en partie, sans autorisation préalable, sous réserve de citer expressément son auteur, le Mouvement mondial pour les Forêts tropicales, et de lui communiquer toute reproduction

Montevideo, Mars 2015

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales  
Secrétariat Internacional  
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay  
Tel / fax: +598 2413 2989  
e-mail: [wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy)  
web: <http://www.wrm.org.uy>

Ce document est également disponible en portugais, espagnol et anglais.

Ce document a été publié grâce au soutien financier de la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC) Misereor. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de la SSNC, ni de Misereor.

